

États-Unis

Obama, Bush et la « résilience » américaine

Les historiens et politologues du futur seront sans doute sévères avec la présidence de George W. Bush : l'épisode du maccarthysme apparaîtra bien fade en comparaison. On peut en effet parler d'un moment très difficile pour la démocratie américaine, particulièrement entre 2002 et 2004. Aujourd'hui, une des premières tâches du président Barack Obama est de permettre à son pays de tourner la page...

La fin d'une période noire

Il faut se souvenir de la chape de plomb qui s'est abattue sur les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Dans les premiers mois, le gouvernement américain avait bénéficié d'un très fort soutien intérieur et international pour ses opérations en Afghanistan, déclenchées dès le 7 octobre. Mais la situation s'était rapidement détériorée lorsque l'Administration Bush avait entamé les préparatifs d'une invasion de l'Irak. Les décideurs au plus haut niveau de l'Exécutif semblaient irrévocablement déterminés, sur la base de preuves et de raisonnements pourtant discutables. Or, ce qui frappe et inquiète, c'est l'absence de réaction critique des médias et de l'opposition démocrate pendant ces années. Dans sa thèse sur les relations franco-américaines en 2001-2003 soutenue en mars 2009, Leah Pizar dénonce ainsi une faillite des contre-pouvoirs habituels de la démocratie américaine¹.

Sans parler des médias acquis aux vues de la Maison-Blanche comme la chaîne de télévision *Fox News* qui use en tout temps d'une rhétorique assez brutale, même les grands journaux indépendants de la côte ouest, comme le *New York Times*, ont admis les thèses les plus douteuses de l'Administration : celle de la possession ou de la fabrication d'armes de destruction massive par l'Irak et celle des liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda. Ces deux thèses ont été infirmées par la suite et le journal a présenté son *mea culpa* en mai 2004². En ce qui concerne l'opposition au Congrès, elle ne s'est guère fait entendre. Lors du vote de la résolution sur la guerre en Irak, en octobre 2002, bon nombre de démocrates ont voté oui (29 contre 21 parmi les sénateurs démocrates). Il faut dire que les opposants à la politique de George W. Bush sur l'Irak se voyaient accusés d'être antiaméricains, antipatriotes, voire d'être des alliés objectifs des terroristes et de Saddam Hussein. Or, depuis la présidence de Jimmy Carter, les démocrates ont la réputation d'être faibles en matière de sécurité nationale. Ils étaient donc

1. Leah Pizar, *Orage sur l'Atlantique : la confrontation entre les États-Unis et la France au sujet de la guerre en Irak (2001-2003)*, thèse présentée et soutenue publiquement le 16 mai 2009, Université Paris II-Panthéon-Assas (école doctorale de droit international, droit européen, relations internationales et droit comparé).

2. « From the Editors : The Times and Iraq », *The New York Times*, 26 mai 2004.

particulièrement désireux d'éviter ce type de critiques et ont cédé face à l'intimidation pratiquée par les républicains.

La nation a repris ses esprits à partir du printemps 2004, lorsque les humiliations et tortures commises par l'armée dans la prison irakienne d'Abou Ghraïb ont été révélées. L'attitude de l'Administration a commencé également à se modifier pendant le second mandat du président Bush.

Vers la guérison ?

Il faut maintenant gérer la mémoire de cet épisode. Vu d'Europe, on peut se demander si cette nouvelle page noire de l'histoire américaine, s'ajoutant aux précédentes (comme par exemple l'incarcération des citoyens d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale), va entraîner une modification en profondeur de l'image qu'ont d'eux-mêmes les États-Unis. Elle pourrait en effet les amener à dépasser la vision qu'un Européen blasé qualifierait d'un peu naïve de leur « destinée manifeste » et que le président Woodrow Wilson résumait en déclarant : « Je crois que Dieu a présidé à la naissance de cette nation et que nous sommes choisis pour montrer la voie aux nations du monde dans leur marche sur les sentiers de la liberté ». Mais ceci constituerait une vision bien cynique des choses et qui ne compterait pas avec la capacité de « résilience » propre à la psyché américaine.

Historiquement, cette capacité à guérir est rendue possible par la mise au jour rapide, objective et sans concession des événements incriminés. Elle s'est régulièrement pratiquée dans l'histoire américaine, à propos d'autres drames. Par exemple, le journaliste Seymour Hersh, qui a révélé au monde les événements d'Abou Ghraïb³, s'était déjà illustré en 1969 en dénonçant les atroces massacres de civils perpétrés par l'armée américaine à My Lai au Vietnam en mars 1968⁴. On peut la comparer avec le temps qu'ont pris les Français pour parler de la collaboration (le film « Le Chagrin et la Pitié » de Marcel Ophüls, sorti en 1969, ne sera autorisé sur les écrans qu'à partir de 1981) ou de la torture pendant la guerre d'Algérie (le premier débat public n'a lieu qu'en 2000 et 2001).

Le processus de « guérison » et de « réparation » de la crise morale causée par les agissements de l'Administration Bush se poursuit au printemps 2009. Certains, comme le journaliste Philip Gourevitch, réclament le jugement des plus hauts dirigeants de l'Administration, considérés comme responsables des actes de torture commis non seulement à Abou Ghraïb mais aussi à Guantanamo. Il semble être acquis en effet qu'il ne s'est pas agi du dérapage de quelques moutons noirs de l'armée, mais d'une politique

3. « Torture at Abu Ghraib, American soldiers brutalized Iraqis. How far up does the responsibility go ? », *The New Yorker*, 10 mai 2004 ; « Chain of Command, How the Department of Defense mishandled the disaster at Abu Ghraib », *The New Yorker*, 17 mai 2004.

4. Série d'articles de Seymour Hersh publiés les 13, 20 et 25 novembre 1969 dans le *St. Louis Post-Dispatch* : « Lieutenant Accused of Murdering 109 Civilians », « Hamlet Attack Called Point-Blank Murder », « Ex-GI Tells of Killing Civilians at Pinkville ».

sciemment décidée par l'Exécutif. Plus largement, en condamnant l'autorisation de la torture par l'Administration Bush, c'est toute l'attitude morale de cette Administration qui est visée, un ensemble qui commence avec les conditions douteuses des élections de 2000 en Floride et comprend la campagne de communication qui a précédé l'invasion de l'Irak.

Le président Obama semble hésiter sur la conduite à tenir. S'il a condamné à plusieurs reprises la politique de son prédécesseur, il ne saura peut-être se résoudre à ouvrir des procès. La justice espagnole pourrait dans ce cas y remédier, en vertu du principe de « juridiction universelle » qui lui permet de juger toute personne coupable de crimes contre l'humanité, lorsqu'il y a un lien avec un citoyen espagnol. C'est ainsi que le juge Garzon avait émis un mandat d'arrêt contre le dictateur chilien Augusto Pinochet en 1998. À la mi-avril 2009, Baltasar Garzon s'apprêtait à faire de même contre six responsables de l'Administration Bush, coupables d'avoir mis en place l'arsenal juridique qui avait permis la torture de cinq citoyens espagnols à Guantanamo⁵.

Il semble donc que les Américains sauront rapidement retrouver confiance dans leurs idéaux fondateurs. Mais deux questions graves demeurent : les États-Unis sauront-ils également réparer leur image à l'étranger et principalement dans le monde musulman ? La presse et l'opposition, contre-pouvoirs centraux du système américain, sauront-ils mieux fonctionner la prochaine fois qu'ils seront confrontés à pareille épreuve ?

Laurence Nardon

5. Les « Bush six » ont occupé diverses fonctions pendant le premier mandat du président G. W. Bush : Alberto Gonzales, conseiller juridique de la Maison-Blanche, John Yoo, Bureau juridique du département de la Justice, David Addington, directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney, Jay Bybee, assistant du procureur général du Bureau juridique du département de la Justice, William J. Haynes II, conseiller juridique du département de la Défense, et Douglas J. Feith, sous-secrétaire à la Défense chargé des questions politiques.